

PARLEMENTAIRES

INFORMATIONS

52e législature



du 02/03/2009 au 06/03/2009

054

Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

ORGANES DE LA CHAMBRE

Présidence 3

COMMISSIONS

Réunions de commissions 5

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets et propositions de loi 47

Questions orales 49

Communication 52

Votes nominatifs sur les motions 52

RELATIONS PUBLIQUES 55

RELATIONS INTERNATIONALES 57

PUBLICATIONS 65

CONSEIL DES MINISTRES 67

ANNEXES

Demandes d'interpellations 75

Projets de loi, propositions et rapports
de commission 77

Avis du Conseil d'Etat 79

Assemblées parlementaires internationales 81

ADDENDA 83

Agenda des séances plénières
et des réunions de commissions 85



SEMAINE DU 2 MARS AU 6 MARS 2009



ORGANES DE LA CHAMBRE

PRÉSIDENCE

MARDI 17 FÉVRIER 2009

DÉLÉGATION D'AMBASSADEURS ARABES

Le mardi 17 février 2009, le président de la Chambre, M. Patrick Dewael, a reçu en audience les ambassadeurs suivants :

- S.E. M. Mahmoud Karem Mahmoud, ambassadeur de la République arabe d'Égypte à Bruxelles,
- S.E. Mme Amal Mejren Al-Ahamad, ambassadrice du « Gulf Cooperation Council » à Bruxelles,
- S.E. M. Abdessalem Ben Marouane Hetira, ambassadeur de la République de Tunisie à Bruxelles,
- et S.E. M. Mohamed Jawad Al Doreky, ambassadeur de la République d'Irak à Bruxelles.

La délégation a demandé un entretien avec le président de la Chambre, M. Dewael, afin de procéder à un échange de vues sur la situation politique au Moyen-Orient, en général, et sur le conflit dans la bande de Gaza, en particulier, quelques jours avant l'ouverture, à Sharm El-Sheik, de la Conférence internationale des donateurs sur la reconstruction. M. Dewael a fait référence à la proposition de résolution relative à la guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, adoptée par la Chambre au cours de la séance plénière du 15 janvier 2009, et au large débat parlementaire qui a précédé ce vote (DOC 52 1712/006).

MERCREDI 18 FÉVRIER 2009

RÉPUBLIQUE DE CROATIE

Le mercredi 18 février 2009, le président de la Chambre, Monsieur Patrick Dewael a rencontré Son Excellence Monsieur Boris Grigic, ambassadeur de la République de Croatie.



L'entretien a essentiellement porté sur les points suivants :

- L'adhésion de la Croatie à l'Union européenne
La Croatie espère terminer les négociations d'adhésion à la fin de l'année pour se préparer à entrer dans l'U.E. en 2010, pendant la Présidence belge. L'ambassadeur signale que la Slovénie pourrait demander un référendum populaire sur cette adhésion, ce qui pourrait compliquer le processus d'adhésion.
- L'adhésion de la Croatie à l'OTAN
Le 29 janvier 2009, la Chambre a adopté le projet de loi sur l'adhésion de la Croatie à l'OTAN. L'ambassadeur remercie le président de la Chambre et espère que son pays aura rejoint officiellement l'OTAN à l'occasion du prochain sommet à Strasbourg.
- Les relations bilatérales
Une déclaration d'intention de coopération entre la Chambre des représentants de Belgique et le Parlement de Croatie avait été signée le 15 juin 2004 par les présidents Herman De Croo et Vladimir Seks. Le président de la Chambre et l'ambassadeur sont favorables à une relance de cette coopération interparlementaire.
Le président du Parlement de Croatie réitère l'invitation au président de la Chambre à se rendre en voyage officiel en Croatie.
- La situation économique en Croatie
L'ambassadeur signale que l'économie croate échappe quelque peu à la crise financière grâce à la bonne gestion des autorités financières. Les banques ne connaissent pas de problèmes de liquidités. Par contre, la crise économique internationale risque de faire sentir ses effets. Il espère qu'en 2009 le secteur touristique, qui représente plus de 20% du PIB, ne se sera pas trop affecté par la crise actuelle.
- La situation économique et politique en Belgique.



COMMISSIONS

“Crise financière et bancaire”

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Président : M. Joseph George

➤ **VENDREDI 20 FÉVRIER 2009**

1. Ordre des travaux.

- Rapporteur : M. Berni Collas (voir Sénat).
- La commission a discuté de la liste des personnes à interroger et de la proposition de calendrier des auditions.
- Un échange de vues a eu lieu.

2. Présentation des experts.

- MM. Georges Hübner, Michel Massart, Ludo Swolfs et Walter Van Gerven ont exposé leur méthode de travail.
- Un échange de vues avec les membres a eu lieu.
- Les experts ont répondu aux questions des membres.

➤ **MARDI 3 MARS 2009**

Audition de :

- M. Geert Noels, Petercam;
- M. Rudi Vander Vennet, Ugent ;
- MM. Stefaan Decraene et Michel Vermaerke, Febelfin;
- M. Philippe Colle, Assuralia.

Rapporteurs : MM. François Bellot, Guy Coëme et Herman De Croo, Mme Liesbeth Van der Auwera et M. Berni Collas (S).

- Les orateurs inviteurs ont répondu aux questions des membres.

Prochaine réunion : vendredi 6 mars 2009.



Commission d'enquête parlementaire "Séparation des pouvoirs"

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER SI LE RESPECT DE LA CONSTITUTION, EN PARTICULIER LE PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, ET DES LOIS A ÉTÉ OBSERVÉ DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ENTAMÉES À L'ENCONTRE DE LA S.A. FORTIS

Président : M. Bart Tommelein

➤ **VENDREDI 27 FÉVRIER 2009**

Ordre des travaux.

➤ **LUNDI 2 MARS 2009**

- Audition de M. Jean-Luc Cottyn, président de la commission d'avis et d'enquête réunie (Conseil Supérieur de la Justice).
- Audition de M. Jean-François Leclercq, procureur général près la Cour de cassation.
- Audition de M. Ghislain Londers, premier président de la Cour de cassation.

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

Audition de :

- M. Pim Vanwalleghem, substitut du procureur du Roi à Bruxelles, ancien conseiller de la cellule politique du premier ministre ;
- M. Paul Dhaeyer, substitut du procureur du Roi à Bruxelles;
- M. Delvoie, premier président près la Cour d'appel à Bruxelles ;
- M. Marc de le Court, procureur général près la Cour d'appel à Bruxelles.

➤ **JEUDI 5 MARS 2009**

Ordre des travaux.

- Un agenda probable a été soumis aux membres sur la proposition du président.
- Les membres de l'opposition n'ont pas approuvé cette proposition et ont refusé de prendre part au vote.
- La proposition a été adoptée à l'unanimité.

Prochaine réunion : vendredi 6 mars 2009.



Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ LUNDI 2 MARS 2009

1. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les campagnes de diversité menées par la SNCB" (n° 10784).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de M. André Perpète au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la sécurité dans les gares et sur le réseau de la SNCB" (n° 10817).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Jan Mortelmans au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les accidents aux passages à niveau" (n° 10842).

- Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les passages à niveau" (n° 11142).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la gare de Brecht" (n° 10856).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les actions syndicales contre Géoroute 3" (n° 10862).

- Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la grève générale de La Poste annoncée pour le 2 mars 2009" (n° 11305).

- Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la grève postale du 2 mars 2009" (n° 11378).

- Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la grève annoncée à La Poste" (n° 11412).



- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la grève de La Poste” (n° 11413).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les sérieux retards sur la ligne Courtrai-Bruges” (n° 10881).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’estimation du coût du service universel de La Poste” (n° 11221).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la consultation des personnes à mobilité réduite dans le projet de rénovation de la gare de Mons” (n° 10924).

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le projet de parkings à la gare de Mons” (n° 10931).

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la mise à niveau du réseau urbain montois et le rôle de la SNCB dans celui-ci” (n° 11078).

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’état de la gare de Mons” (n° 11081).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les trains de soirée” (n° 11015).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la ligne ferroviaire Binche-Louvain-la-Neuve” (n° 11024).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



11. Question de Mme Carine Lecomte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les retards de trains” (n° 11027).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Questions jointes :

Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la suppression de la restriction pour les seniors et les jeunes en ce qui concerne l’heure de début d’un voyage” (n° 11031).

Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les limitations horaires des billets à tarif réduit” (n° 11145).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Questions jointes :

Question de M. Bruno Stevenheydens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les vols de cuivre au détriment des chemins de fer” (n° 11049).

Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les vols de cuivre au détriment des chemins de fer” (n° 11124).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’impact des commandes de matériel roulant de la SNCB sur l’économie belge” (n° 11079).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les incompatibilités entre les fonctions au sein du groupe SNCB et de ses filiales” (n° 11092).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de Mme Valérie De Bue au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les retards dans les travaux du RER en Brabant wallon” (n° 11093).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



17. Question de M. Patrick De Groote au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’accord de coopération relatif à Beliris” (n° 11105).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la mise en place de conditions optimales pour l’arrivée du RER à Bruxelles” (n° 11123).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les choix stratégiques de la Banque de La Poste et la capacité de contrôle parlementaire à son égard” (n° 11144).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’accès au Parc Paradisio” (n° 11156).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les crèches pour navetteurs” (n° 11218).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le projet PIDAAS” (n° 11219).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

23. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’achat de billets par gsm” (n° 11220).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



24. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le nombre de feux rouges brûlés par des trains sur les lignes SNCB" (n° 11419).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

25. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "Distripost" (n° 11415).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, n° 1813/1.

- Projet de loi portant modification de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, n° 1814/1.
(Continuation). (Rapporteur : Mme Valérie De Bue).

La discussion générale et la discussion des articles a eu lieu.

Projet de loi n° 1813/1

- L'amendement n° 7 (à l'article 12) et les amendements n°s 4, 5 et 6 (à l'article 25) ont été adoptés.

- Les amendements n°s 1, 2 et 3 ont été rejetés.

- Le projet de loi modifié a été adopté par 13 voix et 1 abstention.

Projet de loi n° 1814/1

- L'amendement n° 1 (à l'article 2) a été adopté.

- Le projet de loi modifié a été adopté à l'unanimité.

Prochaine réunion : lundi 9 mars 2009.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 3 MARS 2009**

1. Interpellation de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la pension perçue par les veuves de certains pilotes" (n° 268).



- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.
- Aucune motion n'a été déposée.

2. Question de Mme Dalila Douifi à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le paiement des pensions par La Poste" (n° 10630).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Maggie De Block à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le travail autorisé aux fonctionnaires mis à la retraite pour inaptitude physique" (n° 11009).
- Question de Mme Martine De Maght à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les restrictions relatives au revenu d'appoint dont peuvent bénéficier les fonctionnaires mis à la retraite pour inaptitude physique" (n° 11066).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de M. Roel Deseyn à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la réduction du coût de l'accueil des enfants pour les jeunes veufs et veuves" (n° 11075).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la Conférence nationale des pensions" (n° 11125).
- Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la participation de seniors à la Conférence nationale pour les pensions" (n° 11167).
- Question de Mme Maggie De Block à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la Conférence nationale des pensions" (n° 11432).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "une réglementation applicable à l'aide accordée aux indépendants par la famille et les amis lors de journées portes ouvertes" (n° 10720).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le contenu de l'accord Fortis bis en matière de protection de l'emploi" (n° 10873).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'augmentation des salaires minimums au 1/10/08 et l'incidence de cette mesure sur les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux" (n° 10921).
- Question de M. Wouter De Vriendt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'emploi dans les ateliers protégés" (n° 11057).



- Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la compensation des coûts supplémentaires résultant de l'augmentation du salaire minimum en vigueur dans les ateliers sociaux et protégés" (n° 11058).

- Question de M. Stefaan Vercaemer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'enveloppe pour l'indexation du seuil des bas salaires dans les ateliers protégés" (n° 11176).

- Question de M. Stefaan Vercaemer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le financement du revenu mensuel moyen garanti dans le secteur des ateliers protégés" (n° 11283).

- Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'indexation du seuil des bas salaires pour la réduction structurelle des charges en compensation de l'indexation des salaires minimums dans les ateliers protégés" (n° 11478).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

9. Question de Mme Florence Reuter à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les titres-services" (n° 10976).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

10. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'annonce de la suppression de 241 emplois dans les usines Saint-Gobain de Sambreville" (n° 11007).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la position de la délégation gouvernementale belge lors de la rédaction du projet de directive sur les sanctions à l'encontre des employeurs d'immigrants illégaux" (n° 11052).

- Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la directive visant à sanctionner le travail clandestin" (n° 11178).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

12. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'assimilation des jours de chômage temporaire dans le cadre de la réglementation en matière de congés annuels" (n° 11098).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

13. Question de Mme Florence Reuter à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le compte carrière" (n° 11100).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la nouvelle réglementation relative au travail des étudiants" (n° 11192).



- Question de M. Willem-Frederik Schiltz à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la nouvelle réglementation relative au travail des étudiants" (n° 11480).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

15. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le nombre de crédits d'heures des travailleurs à temps partiel" (n° 11245).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

16. Question de Mme Karine Lalieux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la transposition de réforme de la directive 92/85/CEE afin d'allonger le congé de maternité" (n° 11263).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

17. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la conclusion de CCT relatives à la réduction des prestations de travail des employés" (n° 11266).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

18. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la proposition des syndicats de prévoir pour les employés des formules de rechange en matière de réduction du temps de travail et de crédit-temps" (n° 11291).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "un statut social à part entière pour les accueillant(e)s d'enfants" (n° 11312).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "un statut social à part entière pour les accueillant(e)s d'enfants" (n° 11396).

- Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le statut des accueillants d'enfants" (n° 11468).

- La ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

20. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'élargissement du congé de deuil" (n° 11400).

21. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'information concernant l'écart salarial et sur l'effectivité du genderstreaming" (n° 11408).

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la concertation sociale et l'écart salarial" (n° 11409).

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les systèmes de classification de fonctions" (n° 11410).



- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'écart salarial entre les femmes et les hommes et les avantages extra-légaux" (n° 11411).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

22. Question de M. Denis Ducarme à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les compétences du Centre pour l'égalité des chances dans le cadre des chants racistes dans les stades de football" (n° 11424).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 mars 2009

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 3 MARS 2009**

1. Proposition de loi (Joseph George, Christian Brotcorne, Maxime Prévot, Sofie Staelraeve) modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire afin de diminuer l'indemnité en cas de remboursement anticipé total ou partiel, n°s 1226/1 et 2. (Rapporteur : M. Philippe Henry).

- Auditions de représentants de Febelfin et Test-Achats.

- MM. Evenepoel (Test-Achats) et Van Baeveghem (Feelfin) ont donné un exposé et ont répondu aux questions de MM. Logghe, Henry, Crucke, Mme Staelraeve, M. Clarinval, Mme Van der Auwera et M. Laeremans.

2. Ordre des travaux.

3. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le prix des pâtes et du riz" (n° 11207).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le prix du pain" (n° 11373).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Bart Laeremans au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la décision de ne pas instaurer une prime à la casse" (n° 11457).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.



6. Projet de loi relatif aux concours officiels d'excellence professionnelle, n° 1784/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Katrin Jadin).

- La discussion générale et la discussion des articles est clôturée.
- Un amendement a été déposé par Mme Lalieux et consorts.
- L'amendement et les articles modifiés sont adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a voté.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié, et moyennant quelques corrections dans le texte est adopté par 11 voix contre 2.

7. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'expédition du gouvernement fédéral à la base polaire" (n° 11108).

- Le ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le Jardin botanique de Meise" (n° 11111).

- Le ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

9. Question de Mme Ulla Werbrouck à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les experts en automobiles" (n° 11134).

- Le ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

10. Question de M. Raf Terwingen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "de toekenning van het pleegzorgverlof aan zelfstandigen" (n° 11165).

- Le ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

11. Question de M. Denis Ducarme à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'absence de traitement des dossiers liés aux calamités agricoles par le gouverneur de la province de Hainaut durant près d'un an" (n° 11199).

- Le ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

12. Question de M. Jean-Luc Crucke à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'iguanodon" (n° 11209).

- Le ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

13. Question de Mme Katrin Jadin à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le renflouage du Belgica" (n° 11280).

- Le ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

14. Question de M. Jean-Luc Crucke à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le projet Erasmus pour les PME" (n° 11379).

- Le ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.



15. Proposition de résolution (Philippe Henry, Tinne Van der Straeten, Jean-Marc Nollet, Meyrem Almaci, Muriel Gerkens, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Dalila Douifi) relative aux conclusions des auditions et débats faisant suite au rapport de la Commission "Énergie 2030", n°s 1212/1 et 2. (Rapporteurs : MM. Willem-Frederik Schiltz et Philippe Henry).

- Exposé de M. Philippe Henry.
- La proposition de résolution n° 1212 a été rejetée par 10 voix contre 2.

16. Proposition de résolution (Bart Laeremans, Peter Logghe, Bruno Valkeniers, Bruno Stevenheydens, Hagen Goyvaerts, Barbara Pas, Rita De Bont) visant à adopter une politique énergétique équilibrée fondée sur l'énergie renouvelable et l'énergie nucléaire, n° 1237/1. (Rapporteurs : MM. Willem-Frederik Schiltz et Philippe Henry).

- Exposé de M. Bart Laeremans.
- La proposition de résolution n° 1237 a été rejetée par 9 voix contre 3.

17. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la protection des voyageurs" (n° 10841).
- Question de M. Jan Jambon au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avant-projet de loi régissant le contrat de voyages" (n° 10896).
- Question de Mme Sofie Staelraeve au ministre du Climat et de l'Énergie sur « l'avant-projet de loi réglementant le contrat de voyage » (n° 11186).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

18. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le contact center du SPF Economie" (n° 10933).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

19. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les Cafés énergie" (n° 10967).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

20. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "un centre de coordination pour renforcer la sécurité énergétique en Europe de l'Ouest" (n° 10975).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

21. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la note de politique générale de la CREG" (n° 11104).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "class actions" (n° 11212).



- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie et au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les actions collectives" (n° 11486).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

23. Question de Mme Zoé Genot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les litiges concernant les pèlerinages à la Mecque" (n° 11246).

24. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Conseil Énergie du 19/02/2009" (n° 11472).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine séance : mardi 10 mars 2009.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Mia De Schamphelaere

➤ **MARDI 3 MARS 2009**

1. Ordre des travaux.

- La commission a, en ce qui concerne les propositions de loi n°s 233, 1705 et 1509, décidé d'organiser des auditions.

2. Projets de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi modifiant les articles 587, 589 et 628 du Code judiciaire en vue de l'introduction de l'injonction de payer dans le Code judiciaire, nos 1285/1 à 3.

Amendement de Mme Van Cauter et consorts.

- Projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, nos 1287/1 à 5.

Amendements de Mme Van Cauter et consorts, Mme Nyssens, M. Giet et consorts, M. Terwingen et M. Landuyt et consorts.

- Proposition de loi (Pierre-Yves Jeholet, Jean-Luc Crucke, Carine Lecomte, Olivier Hamal, David Clarinval, Corinne De Permentier) modifiant le Code judiciaire afin d'intégrer la notion d'inversion du contentieux dans une nouvelle procédure sommaire d'injonction de payer, n° 790/1.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Els De Rammelaere, Mia De Schamphelaere, Sarah Smeyers) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le recouvrement de petites sommes d'argent, n° 1243/1.

(Deuxième lecture et vote sur l'ensemble). (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter).

- MM. Renaat Landuyt et Stefaan Van Hecke ont déposé des amendements sur le projet de loi n° 1287 adopté en première lecture.

- Les amendements déposés en deuxième lecture ont été discutés.



Projet de loi n° 1285

- Les amendements n°s 2 et 3 sont adoptés.
- L'ensemble du projet de loi n° 1285, tel qu'amendé et corrigé législativement et techniquement, est adopté par 9 voix contre 5 et 3 abstentions.

Projet de loi n° 1287

- Les amendements 21, 22, 30, 23 B, C, E et F, 31, 24, 32, 25 A,B,D,E, 33, 34, 26, 27 A jusqu'à H et J jusqu'à L, 35, 28 et 29 du projet de loi n° 1287 sont adoptés.
- L'ensemble du projet de loi n° 1287, tel qu'amendé et corrigé législativement et techniquement, est adopté par 9 voix contre 5 et 3 abstentions.

3. Auditions concernant l'évaluation de la loi sur les délits terroristes :

- M. Frank Schins, procureur général près la Cour d'appel de Gand;
- M. Johan Delmulle, procureur fédéral;
- M. Damien Vandermeersch, avocat général près la Cour de cassation.
- M. Gilles de Kerchove, coordinateur de la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne.

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Renaat Landuyt, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code judiciaire en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, n° 872/1.

- Proposition de loi (Clothilde Nyssens, Christian Brotcorne) complétant l'article 17 du Code judiciaire et l'article 3 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'instaurer au profit des associations une action d'intérêt collectif, n° 109/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

- Exposé introductif de Mme Nyssens.

- La commission a pris connaissance des notes déposées par M. Van Hecke et par le représentant du cabinet.

- La discussion générale a ensuite été poursuivie.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

2. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Katrien Schrijvers, Raf Terwingen, Els De Rammelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la vente publique d'immeubles, n°s 1273/1 et 2. (Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke).

- La commission a pris connaissance de l'avis de la Fédération royale du Notariat.

3. Question de Mme Josée Lejeune au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "la beau parentalité" (n° 11253).

- Le secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice a répondu.



4. Question de M. Ben Weyts au ministre du Climat et de l'Energie sur « Google Latitude » (n° 11113).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'arriéré judiciaire auprès du tribunal du travail de Bruxelles" (n° 11294).

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "l'arriéré judiciaire auprès des tribunaux du travail" (n° 11317).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur un détenu qui s'est échappé d'une voiture de police » (n° 11244).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "le travail des éducateurs en prison" (n° 11255).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur "les représailles sur la femme d'un policier" (n° 11281).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "le dossier de la fraude aux visas à l'ambassade de Belgique en Bulgarie" (n° 11282).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "la protection des données sur Facebook et le respect de la vie privée" (n° 11311).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "les violences conjugales" (n° 11322).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur « les drogues en prison » (n° 11324).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur « le décès par overdose d'un détenu de la prison de Hasselt » (n° 11402).

- Le ministre de la Justice a répondu.



13. Question de M. Josy Arens au ministre de la Justice sur “les alertes enlèvements” (n° 11329).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “les actes de violence récents contre des jeunes à Bruxelles” (n° 11342).

- Question de M. Hans Bonte au ministre de la Justice sur « l’enquête annoncée, à mener par les services du ministre, sur la libération d’un délinquant âgé de 16 ans habitant Vilvorde et sur le manque structurel de places pour les jeunes » (n° 11454).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur « la libération d’un jeune fauteur de troubles par manque de place » (n° 11515).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “la restriction dans le temps de l’octroi de l’aide médicale urgente” (n° 11347).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les poursuites menées contre le groupe de rap Cicatris pour avoir proféré des menaces de mort à l’encontre de M. Philip Dewinter” (n° 11350).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’autorisation accordée à un boxeur de pratiquer son sport sous surveillance électronique” (n° 11351).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur « les problèmes d’extradition avec les Pays-Bas » (n° 11371).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur « des personnes »

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur « les cambriolages en pharmacies » (n° 11428).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur « les possibles répercussions de la récession économique sur la Sûreté de l’Etat » (n° 11439).

- Le ministre de la Justice a répondu.



21. Question de M. Ludo Van Campenhout au ministre de la Justice sur « la construction d'une prison à Anvers » (n° 11453).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Justice sur "les chants racistes dans les stades de football" (n° 11514)

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur « la qualité déplorable du travail des psychiatres judiciaires » (n° 11519).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur « les vols de voitures des sociétés de location » (n° 11527).

- Le ministre de la Justice a répondu.

25. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur « la situation d'impunité d'un meurtrier condamné à quinze ans de prison » (n° 11537).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine séance : mardi 10 mars 2009.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 3 MARS 2009**

1. Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Maya Detiège) relative à la protection de la santé des citoyens contre les risques liés à la pollution électromagnétique, n° 405/1 à 3.

Amendements de Mme Detiège et consorts.

- Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Marie-Claire Lambert, Valérie Déom, Eric Thiébaud, André Frédéric, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Véronique Salvi) visant à améliorer la disponibilité d'informations à l'attention des consommateurs lors de leurs achats de GSM, n° 1335/1 à 5.

Amendements de Mmes Lambert et consorts, della Faille et consorts, Gerkens et M. Deseyn et consorts.

(Deuxième lecture et vote sur l'ensemble) (Rapporteur : Maya Detiège).



- La proposition de résolution n°1335/1 a été adoptée à l'unanimité.
- La proposition de résolution n° 405/1 est en conséquence devenue sans objet.

2. Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Denis Ducarme, Corinne De Permentier, Jacqueline Galant, Florence Reuter, Olivier Destrebecq) modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en ce qui concerne l'accueil des enfants dans les structures hospitalières, n° 203/1.

- Rapporteur : Mme Sophie Pécriaux.
- Exposé introductif de M. Daniel Bacquelaine.
- La discussion générale a été entamée.

3. Proposition de résolution (Maya Detiège, Maggie De Block, Freya Van den Bossche, Muriel Gerkens, Flor Van Noppen, Yvan Mayeur, Katia della Faille de Leverghem, Nathalie Muylle) relative à l'amélioration des possibilités de traitement préventif de la bronchiolite à VRS chez les prématurés et chez les autres jeunes enfants faisant partie d'un groupe à risque, n° 1251/1.

- Rapporteur : Mme Sophie Pécriaux.
- Exposé introductif de Mme Maya Detiège.
- La discussion générale a été entamée.

4. Proposition de résolution (Yolande Avontroodt, Maggie De Block, Katia della Faille de Leverghem, Geert Versnick) relative à un plan d'action en faveur de l'enfant hospitalisé, n° 482/1.

- Rapporteur : Mme Sophie Pécriaux.
- Exposé introductif de Mme Yolande Avontroodt.
- La discussion générale a été entamée.

5. Proposition de résolution (Muriel Gerkens, Tinne Van der Straeten) relative aux droits de l'enfant hospitalisé en pédopsychiatrie, n° 1477/1.

- Rapporteur : Mme Sophie Pécriaux.
- Exposé introductif de Mme Muriel Gerkens.
- La discussion générale a été entamée.

6. Suivi du Plan national de lutte contre le cancer.

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.
- Echange de vues.

- Rapporteur : Mme Lieve Van Daele.

7. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les commissions médicales provinciales" (n° 10042).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

8. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les auberges de jeunesse à Bruxelles" (n° 10312).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



9. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le coût des reconstructions mammaires” (n° 10383).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

10. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le libre choix des patients en matière de soins à domicile après une hospitalisation” (n° 10430).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

11. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la publication des adresses privées des médecins” (n° 10510).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

12. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la répartition des moyens pour la psychiatrie infantile et juvénile” (n° 10512).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

13. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le marché des alicaments” (n° 10529).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

14. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les critères d’agrément pour les dentistes généralistes” (n° 10554).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

15. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le débat de société sur les soins de santé mentale” (n° 10628).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

16. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les abus dans le cadre du démarchage des médecins par les sociétés pharmaceutiques” (n° 10799).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

17. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la Commission nationale d’évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l’interruption de grossesse” (n° 10819).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



18. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le diagnostic et le traitement précoces du vih/sida" (n° 10932).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

19. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'accord Beliris et le plan de relance du gouvernement fédéral" (n° 10940).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

20. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le prix des appareils auditifs" (n° 10942).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

21. Question de M. Georges Dallemagne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le bilan de l'épidémie de grippe" (n° 11153).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

22. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le relevé épidémiologique lors des gardes médicales" (n° 11161).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

23. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les mesures de prévention contre la bactérie nosocomiale" (n° 11194).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

24. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le droit exclusif des pharmacies de vendre des laits de premier âge" (n° 11202).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

25. Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le syndrome d'hyper-IgM" (n° 11210).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

26. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les suppléments dans les hôpitaux" (n° 11248).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

27. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les éco-chèques" (n° 11258).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



28. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le remboursement des traitements hormonaux en cas de changement de sexe” (n° 11268).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

29. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la forte augmentation de la vente de somnifères et de calmants” (n° 11286).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

30. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la progression du staphylocoque doré” (n° 11299).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

31. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la pénurie de personnel infirmier” (n° 11308).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

32. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la fonction de médecin chef de service” (n° 11330).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

33. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l'utilisation du sang des personnes atteintes d'hémochromatose” (n° 11331).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

34. Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la criminalité dans les hôpitaux” (n° 11367).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

35. Questions jointes :

- Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la fixation du forfait annuel accordé aux maisons de repos” (n° 11391).

- Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la communication tardive du forfait aux maisons de repos” (n° 11483).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

36. Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la liste positive de reptiles” (n° 11397).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

1. Débriefing du Conseil européen Environnement du 2 mars 2009.

- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie.
- Echange de vues.

- Rapporteur : M. Jean Cornil.

2. Projet de plan fédéral pour l'intégration de la biodiversité dans 4 secteurs fédéraux clés.

- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie.
- Echange de vues.

- Rapporteur : M. Jacques Otlet.

3. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les déchets électroniques" (n° 11240).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avis négatif rendu sur le plan climat" (n° 11298).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les véhicules électriques" (n° 11343).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les critiques de plus en plus vives concernant les ampoules économiques" (n° 11349).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Présentation de l'étude : Before / After : La situation sociale et économique des personnes ayant bénéficié de la procédure de régularisation en 2000 (loi de 1999).

- Introduction par la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des grandes Villes.
- Présentation de l'étude par Mme Julie Lejeune et M. Koen Dewulf (centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme).
- Exposés de MM. Andrea Rea (GERME) et Vincent Corluy (CSB).
- Echange de vues.

- Rapporteur : Mme Sophie Stalraeve.

8. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la suppression de certaines dispositions de l'arrêté royal relatif aux centres fermés" (n° 10378).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.



9. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'augmentation de la subvention de l'État dans le cadre de l'art. 60 § 7" (n° 10361).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

10. Question de Mme Sofie Staelraeve à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les études relatives à l'intégration durable et aux flux de personnes entre les CPAS et l'ONEM" (n° 10742).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

11. Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'aspect linguistique dans le cadre du renvoi des centres d'asile fédéraux vers les initiatives locales d'accueil" (n° 11001).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 mars 2009.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **MARDI 3 MARS 2009**

Examen d'un projet de canevas à utiliser par les services de police et les parquets dans le cadre du traitement des demandes de naturalisation.

Commission d'enquête "Fraude fiscale"

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES GRANDS DOSSIERS DE FRAUDE FISCALE

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 3 MARS 2009**

Audition de :

- M. Gilbert Dejaiffe, inspecteur principal - chef de service a.i. à la 1^e inspection de l'Inspection Spéciale des impôts (ISI) de Liège;
- M. Paul Dumbruch, expert fiscal à l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus (AFER) à Bruxelles;
- M. José Heuse, inspecteur principal - chef de service a.i. à la 7^e inspection de l'Inspection Spéciale (ISI) de Bruxelles;



- Mme Marie-Rose Marechal, inspecteur principal à la 1^{ère} inspection de l'Inspection Spéciale des impôts (ISI) de Liège;
 - M. Eric Mercier, inspecteur principal - Cellule nationale de Recouvrement;
 - M. Raymond Paps, expert fiscal à la 2^e inspection de l'Inspection Spéciale des Impôts (ISI) de Bruxelles;
 - M. Roland Peeters, directeur régional AFER - CC Bruxelles II;
 - M. André Reuliaux, inspecteur à l'Inspection Spéciale des Impôts (ISI) de Namur;
 - M. Michel Vanderose, directeur à l'Inspection spéciale des impôts (ISI) de Liège ;
 - M. Geoffroy Begasse de Dhaem, inspecteur AOIF à Bruxelles
- sur des dossiers fiscaux concernant des sociétés de liquidités.

- MM. Jean-Luc Crucke, François-Xavier de Donnea, Jean-Marc Nollet, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke ont posé des questions.

Prochaine réunion : vendredi 6 mars 2009.

Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES
ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : M. Herman De Croo et Mmes Anne Delvaux et Hilde Vautmans

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat et la Section Belgique – Royaume-Uni dans le cadre de l'Union interparlementaire, sous la présidence de Monsieur Dirk Van der Maelen)

Rencontre avec une délégation parlementaire du Royaume-Uni sous la direction de Lord Grenfell et de Lord Montgomery.

- Echange de vues.

- Sont intervenus : MM. Herman De Croo, François-Xavier de Donnea, Dirk Van der Maelen et Mme Nathalie Muylle.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

1. Question de M. Ben Weyts au premier ministre sur "l'appui du fédéral à la politique des entités fédérées" (n° 10346).

- Le premier ministre a répondu.



2. Interpellation de M. Bart Laeremans au premier ministre sur “les nouvelles manoeuvres de retardement concernant le Jardin botanique de Meise” (n° 282).

- Le premier ministre a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Bart Laeremans.

Une motion simple a été déposée par Mmes Corinne De Permentier et Leen Dierick, et M. Xavier Baeselen, Mme Sofie Staelraeve et MM. Josy Arens et Eric Thiébaud.

3. Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre sur “la liste provisoire de préséance” (n° 11385).

- Le premier ministre a répondu.

4. Question de Mme Zoé Genot au premier ministre sur « la circulaire de régularisation des sans-papiers » (n° 11435).

- Le premier ministre a répondu.

5. Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n° 1786/1, 9 et 13.

Amendements de Mmes Van der Straeten et Genot et du gouvernement.

- Projet de loi portant des dispositions diverses (II), n° 1787/1 à 4.

Amendements de Mmes Van der Straeten et Genot, Mme Staelraeve et consorts, M. Weyts et de Mme Genot et M. Lahssaini.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Josy Arens).

- Un amendement n° 8 de Mme De Permentier et consorts a été déposé au projet de loi n° 1787/1.

- La discussion est clôturée.

Projet de loi n° 1786

- Les articles n°s 168 à 179 et les amendements 2, 4, 5 et 8 ont été adoptés.

Projet de loi n° 1787

- Les articles n°s 1 à 4, 6 à 15, 18 et l'amendement n° 2 et l'article n° 5 modifié ainsi que l'amendement n° 8 ont été adoptés.

- Il a été procédé au vote pour le maintien des articles 16 et 17.

- En application de l'article 82 du Règlement, il n'a pas été procédé au vote sur l'ensemble des articles du projet de loi n° 1786 ni sur l'ensemble des articles du projet de loi n° 1787.

6. Projet de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, n° 1798/1.

- Rapporteur : M. Denis Ducarme.

- La commission a décidé de joindre le projet de loi n° 1798 au projet de loi n° 1799 pour la discussion.

- Exposés introductifs du ministre de l'Intérieur.

- La discussion a été ouverte.

- Des amendements ont été déposés par M. Ducarme et par M. Laeremans et consorts au projet de loi n° 1798.

- Ces amendements ont été déclarés irrecevables en application des articles 5 et 90 du Règlement.



7. Projet de loi portant diverses modifications en matière électorale, n° 1799/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le code électoral en ce qui concerne la pièce à produire pour mandater un autre électeur en cas de séjour provisoire à l'étranger, n° 1721/1.

- Ce point a été traité avec le point 6.

8. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'absentéisme au travail" (n° 9949).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles et à la secrétaire d'État aux Personnes handicapées, adjointe à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'objectif de 3% d'emploi pour les personnes handicapées dans la fonction publique" (n° 10901).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le rapport de la Cour des comptes sur l'emploi contractuel dans la fonction publique fédérale" (n° 11000).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le recrutement et la sélection du personnel contractuel" (n° 11071).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Interpellations jointes :

- Interpellation de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'arrêt 190241 du 5 février 2009 du Conseil d'Etat concernant la législation relative à l'emploi des langues" (n° 283).

- Interpellation de M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'adaptation éventuelle des examens linguistiques pour les fonctionnaires locaux de la Région de Bruxelles-Capitale" (n° 284).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Leen Dierick au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la pénurie de médecins-fonctionnaires au sein des différents services publics" (n° 11314).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



14. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "les braquages dans les petits commerces" (n° 11055).
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "les attaques commises contre les commerçants" (n° 11326).
- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "des vols à main armée sur des magasins" (n° 11365).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "la statutarisation du personnel CALOG" (n° 11056).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la suspension de la procédure disciplinaire à l'encontre du commissaire général Koekelberg" (n° 11067).
- Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "la suspension de la procédure disciplinaire à l'encontre du commissaire général Koekelberg" (n° 11090).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "l'explosion de la vente de drogue en 2008 en Belgique" (n° 11072).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Valérie Déom au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le cyberharcèlement et la protection des mineurs sur les sites de socialisation" (n° 11076).
- Question de Mme Valérie Déom au ministre de l'Intérieur sur "le cyberharcèlement et la protection des mineurs sur les sites de socialisation" (n° 11077).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de l'Intérieur sur "la procédure de recrutement pour le brevet de direction de police (BDP)" (n° 11091).
- Question de M. Eric Thiébaud au ministre de l'Intérieur sur « la procédure et l'octroi du brevet de direction de police » (n° 11328).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "un conseil des fonctionnaires" (n° 11109).
- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la création d'un conseil des fonctionnaires" (n° 11364).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



21. Questions jointes :

- Question de Mme Maya Detiège au ministre de l'Intérieur sur "les comprimés d'iode" (n° 11118).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de l'Intérieur sur "la distribution de tablettes d'iode" (n° 11140).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "la modification de la législation réglementant la sécurité privée et particulière" (n° 11129).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "les volontaires limbourgeois de la protection civile" (n° 11130).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "l'insalubrité du commissariat de la gare du Midi" (n° 11143).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "la décision définitive du ministre concernant les recours des communes bruxelloises" (n° 11169).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "la capture et la garde des animaux trouvés par les services de police" (n° 11171).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de M. Denis Ducarme au ministre de l'Intérieur sur "l'absence de traitement des dossiers liés aux calamités agricoles par le gouverneur de la province de Hainaut durant près d'un an" (n° 11198).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "les menaces de radiation par certaines communes" (n° 11211).
- Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "les cartes d'identité électroniques" (n° 11217).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "le recours aux membres de la police pour effectuer des missions de chauffeur" (n° 11227).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



30. Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de l'Intérieur sur "l'interdiction de dispositifs anti-jeunes de type 'Mosquito'" (n° 11274).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Philippe Henry au ministre de l'Intérieur sur "la collision de deux sous-marins nucléaires" (n° 11284).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "les violences conjugales" (n° 11323).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "la collaboration entre les zones de police Montgomery et Wokra" (n° 11332).

- Question de M. Baert Laeremans au ministre de l'Intérieur sur « la collaboraiton entre des zones de poice bruxelloises et flamandes » (n° 11520).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Questions et interpellation jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au ministre de l'Intérieur sur "les slogans provocateurs dans les stades de football" (n° 11361).

- Interpellation de M. Eric Thiébaud au ministre de l'Intérieur sur "les insultes proférées par des supporters lors de rencontres footballistique" (n° 291)

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de l'Intérieur sur "les insultes scandées pendant les matchs de football" (n° 11362).

- Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur « les slogans scandés pendant les matchs de football » (n° 11421).

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de l'Intérieur sur "l'application de la loi football" (n° 11425).

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de l'Intérieur sur "l'initiative du ministre relative aux chants racistes durant des matchs de football" (n° 11426).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de l'Intérieur sur "sa réaction aux propos scandés en chœur à l'occasion de matchs de football" (n° 11438).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la diversité sur le lieu de travail" (n° 11366).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

36. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur « la commission de sélection pour la désignation d'un chef de corps » (n° 11387).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



37. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur « la collaboration entre les zones de sécurité civile » (n° 11495).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur « le régime e travail des sapeurs-pompiers et les directives européennes » (n° 11496).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

39. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur « l'optimisation des délais d'intervention » (n° 11500).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 11 mars 2009.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

1. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "le leasing d'avions par les forces armées belges" (n° 10818).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Défense sur "la convention entre la Défense et les Communautés et Régions pour le prêt de matériel" (n° 10697).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "le refus du maintien d'un entraînement militaire à Doel adressé à la Brigade Para-commando par la commune de Beveren" (n° 11372).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "l'accueil de personnes en situation illégale au quartier militaire d'Evere" (n° 10960).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "le quartier Reine Elisabeth" (n° 11302).

- Le ministre de la Défense a répondu.



6. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur “le dépassement du budget des opérations 2009” (n° 10987).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de Mme Ulla Werbrouck au ministre de la Défense sur “le projet en matière de sport de haut niveau” (n° 11064).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de Mme Ulla Werbrouck au ministre de la Défense sur “son plan d’action tendant à démontrer la fonction sociale du sport” (n° 11065).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de Mme Ulla Werbrouck au ministre de la Défense sur “le rôle joué par les militaires/sportifs de haut niveau dans le cadre du projet de la Défense en matière de sport de haut niveau » (n° 11450).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Question de Mme Ulla Werbrouck au ministre de la Défense sur « le projet sport de haut niveau » (n° 11451).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “la politique sportive au sein de la Défense » (n° 11539).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “les problèmes de développement de l’avion de transport A400M” (n° 11139).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “le projet du A-400M » (n° 11536).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “les gilets pare-balles” (n° 11188).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur “la solidité des gilets pare-balles” (n° 11208).

- Le ministre de la Défense a répondu.



16. Question de M. Patrick De Grootte au ministre de la Défense sur « le système de protection balistique modulaire » (n° 11423).

- Le ministre de la Défense a répondu.

17. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur « la qualité des gilets pare-balles » (n° 11542).

- Le ministre de la Défense a répondu.

18. Question de M. Philippe Henry au ministre de la Défense sur “la collision de deux sous-marins nucléaires” (n° 11285).

- Le ministre de la Défense a répondu.

19. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur « la collision de deux sous-marins nucléaires » (n° 11541).

- Le ministre de la Défense a répondu.

20. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la rédaction d’un manuel de droit opérationnel pour les forces armées” (n° 11315).

- Le ministre de la Défense a répondu.

21. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “le commandement belge de la composante maritime de la FINUL” (n° 11316).

- Le ministre de la Défense a répondu.

22. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur “l’attractivité de la Défense” (n° 11374).

- Le ministre de la Défense a répondu.

23. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur « l’achat d’avions sans pilote” (n° 11296).

- Le ministre de la Défense a répondu.

24. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur “les troupes supplémentaires pour les élections présidentielles afghanes” (n° 11376).

- Le ministre de la Défense a répondu.

25. Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur “la réunion des ministres de la Défense de l’OTAN” (n° 11334).

- Le ministre de la Défense a répondu.



26. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “le sommet de l’OTAN en avril 2009” (n° 11353).

- Le ministre de la Défense a répondu.

27. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la réunion informelle des ministres de la Défense des États membres de l’OTAN des 19 et 20 février” (n° 11358).

- Le ministre de la Défense a répondu.

28. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la préparation du sommet de l’OTAN consacré à la guerre en Afghanistan” (n° 11370).

- Le ministre de la Défense a répondu.

29. Question de M. Patrick De Grootte au ministre de la Défense sur “les opérations ‘renegade’” (n° 11390).

- Le ministre de la Défense a répondu.

30. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur « l’intervention en renfort de deux F-16 auprès d’un avion britannique » (n° 11466).

- Le ministre de la Défense a répondu.

31. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur « les ambulances MPPV pour la composante médicale » (n° 11440).

- Le ministre de la Défense a répondu.

32. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur « la fermeture de l’hôpital militaire de campagne à Tibnin, Liban » (n° 11463).

- Le ministre de la Défense a répondu.

33. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur « l’hôpital militaire de campagne à Tibnin, Liban » (n° 11513).

- Le ministre de la Défense a répondu.

34. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur « l’avenir des musiques militaires » (n° 11416).

- Le ministre de la Défense a répondu.

35. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur « la privatisation du nettoyage à l’hôpital militaire de Neder-Over-Heembeek » (n° 11417).

- Le ministre de la Défense a répondu.



36. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur « les retards accumulés dans le cadre de la relève des troupes en Afghanistan » (n° 11455).

- Le ministre de la Défense a répondu.

37. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur « les retours de nos militaires d'opérations et les pannes de l'Airbus A310 de la Défense » (n° 11467).

Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine séance : mercredi 11 mars 2009.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

Présidente : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

1. Proposition de loi (Katrien Schryvers, Els De Rammelaere, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne le lieu du mariage, n°s 1239/1 et 2. (Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

Amendements de MM. Terwingen et Schoofs.

- La sous-commission a atteint un consensus sur la proposition de loi et a, par conséquent, décidé de la renvoyer à la commission de la Justice.

2. Projet de loi modifiant le Code judiciaire visant à supprimer la mise à charge automatique de l'entière des dépens à la partie demanderesse en cas de requête unilatérale en divorce - Transmis par le Sénat, n° 1803/1.

- Rapporteur : Mme Sabine Lahaye-Battheu.

- Ce projet a été disjoint de l'examen des propositions n°s 1517 et 1706.

- La discussion a été entamée.

- Mme Marie-Christine Marghem et consorts ont déposé l'amendement n° 1.

Prochaine réunion : mercredi 11 mars 2009.



Défense nationale

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : M. Ludwig Vandenhove et Mme Hilde Vautmans

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

1. Proposition de résolution (André Flahaut, Daniel Ducarme, Hilde Vautmans, Bart Tommelein, Christian Brotcorne, Nathalie Muylle) relative à la défense anti-missile au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et à son implication sur la Politique européenne de sécurité et de défense, n° 1353/1.

(Rapporteur : Mme Hilde Vautmans).

- Sont intervenus : M. André Flahaut, Mme Juliette Boulet, Mme Nathalie Muylle, Mme Hilde Vautmans, M. Francis van den Eynde, M. Georges Dallemagne, M. Herman De Croo et M. Wouter De Vriendt.

2. Le Sommet de l'OTAN des 3 et 4 avril 2009.

Audition de représentants d'ONG :

- M. Hans Lammerant (Vredesactie);
- M. Brian Booth (CNAPD).

- Rapporteur : M. Georges Dallemagne.

- Sont intervenus : M. Wouter De Vriendt et Mme Juliette Boulet.

Prochaine réunion : mercredi 11 mars 2009.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

1. Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur « les résultats du groupe de travail coopération entre le fisc et la justice » (n° 11456).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

2. Question de M. Jean-Luc Crucke au secrétaire d'Etat au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur « l'explosion de la dette publique » (n° 11375).



- Le secrétaire d'Etat au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

3. Question de M. Jan Jambon au secrétaire d'Etat au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur « un chapitre du budget consacré spécifiquement aux dépenses liées la Maison royale » (n° 11452).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

4. Question de Mme Meryame Kitir au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le leasing immobilier" (n° 10310).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réduction des charges sur les heures non productives" (n° 10353).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déduction fiscale pour les investissements dans du matériel de sécurité" (n° 10355).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réduction des accises sur le diesel" (n° 10356).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Interpellation et question jointes :

- Interpellation de M. Jan Jambon au premier ministre sur "le régime de garantie élaboré pour les sociétés financières coopératives" (n° 269).

- Question de M. Robert Van de Velde au premier ministre sur "le dossier Arcofin" (n° 10388).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la taxe communale pour les travailleurs transfrontaliers" (n° 10422).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

- Aucune motion n'a été déposée.



10. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la suppression des pièces de 1 et 2 cents" (n° 10439).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet de certains éditeurs de presse de requalifier des revenus professionnels des journalistes en droits d'auteur" (n° 10534).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la Cellule de Traitement des Informations Financières" (n° 10557).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la task force 'abus et cas de fraude'" (n° 10560).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'évolution des taux révisables annuellement et l'évolution des marges moyennes des banques" (n° 10562).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'assurance des patients atteints du cancer" (n° 10660).

- Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'assurance des patients atteints du cancer" (n° 10737).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le dossier Fortis" (n° 11022).

- Question de M. Yvan Mayeur au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les conséquences du vote négatif de l'assemblée générale de Fortis à la question sur l'accord avec BNP Paribas" (n° 11097).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la décision de Dexia de supprimer 900 emplois" (n° 10682).

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les suppressions d'emplois chez Dexia" (n° 10691).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



18. Question de M. Jan Jambon à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les factures impayées relatives à du mobilier des écoles européennes de Bruxelles" (n° 10698).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les financements promis pour la prison et le palais de justice de Dinant" (n° 10707).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la construction du nouveau palais de justice d'Eupen" (n° 10733).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de Mme Martine De Maght au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'utilisation abusive, par le secteur des assurances, des titres-services comme base de calcul d'une indemnisation" (n° 10830).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Question de Mme Sarah Smeyers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les jobs étudiants" (n° 10852).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

23. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet de création d'une Banque wallonne d'investissement" (n° 10875).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

24. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la couverture contre les attentats terroristes" (n° 10964).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

25. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les commissions perçues par les courtiers en assurances" (n° 10997).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



26. Question de M. Philippe Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “une réduction fiscale pour les vieux véhicules” (n° 11032).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

27. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conditions de travail des agents de douane de Namur” (n° 11062).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

28. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la déclaration fiscale d’entreprises” (n° 11116).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

29. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le taux de TVA réduit pour la reconstruction après démolition” (n° 11137).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

30. Questions jointes :

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’arrêt rendu par la Cour de justice européenne concernant l’application de la directive RDT” (n° 11138).

- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’arrêt Cobelfret et la transmissibilité de la déduction des RDT” (n° 11170).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la déduction des RDT” (n° 11184).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

31. Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le Centre de recherches agronomiques de Gembloux” (n° 11193).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

32. Interpellation de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les membres du personnel contractuel” (n° 285).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

33. Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’application de la nouvelle loi sur les garanties locatives par le secteur bancaire” (n° 11243).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



34. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le déménagement éventuel du bureau de contrôle de l'impôt des personnes physiques à Menin" (n° 11398).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine séance : mercredi 11 mars 2009.

Police

RÉUNION COMMUNE DU COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE (CHAMBRE) ET DU COMMISSION CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SÉCURITÉ (SÉNAT)

Présidents : M. François-Xavier de Donnea a.i. et M. Armand De Decker

➤ **MERCREDI 4 MARS 2009**

Réunion à huis clos

Examen du Rapport d'activités 2007/2008 du Comité permanent de Contrôle des Services de Police en présence des membres du Comité permanent.





SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;
- l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;
- le résultat des votes.

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).

➤ **JEUDI 5 MARS 2009, APRES-MIDI (084), SOIR (085)**

PROJETS ET PROPOSITION DE LOI

1. **Projet de loi modifiant diverses lois relatives au statut des militaires, n^{os} 1742/1 et 2.**

Le présent projet de loi modifie diverses lois relatives au statut des militaires.

Les modifications apportées sont, entre autres, les suivantes:

(1) permettre au département de la Défense de postposer la date à laquelle la démission ou la résiliation acceptée prendra effectivement effet;

(2) imposer une période de rendement supplémentaire de deux années aux militaires qui ont suivi des formations très coûteuses aux frais du département de la Défense;

(3) augmenter la période de rendement de l'officier auxiliaire de cinq à six ans et prévoir une période de rendement de quatre années pour chaque pilote suivant une formation en vue de sa conversion vers un autre type d'aéronef;

(4) créer une base légale concernant les conditions pour pouvoir enseigner en anglais et insérer une disposition donnant habilitation au Roi de fixer le niveau de connaissance d'une langue, autre que le français ou le néerlandais, pour ce qui concerne le recrutement ou la promotion;

(5) permettre au candidat officier auxiliaire qui a échoué définitivement dans sa formation de pilote ou de contrôleur de trafic aérien, de suivre une formation en qualité de candidat sous-officier de carrière;

(6) prévoir la possibilité de pouvoir démettre d'office de son emploi un candidat officier auxiliaire qui a été condamné sans sursis pour certains faits;

(7) enfin, les autres dispositions réalisent des modifications purement techniques (adaptation aux nouvelles dénominations, adapter un renvoi fautif, ...). De plus, à la suite de l'avis N° 45.293/4 du 29 octobre 2008 du Conseil d'État, les dispositions relatives au calcul de la période de rendement et au remboursement de certains



montants concernant l'officier auxiliaire inscrites dans la loi du 11 novembre 2002 relative aux officiers auxiliaires des Forces armées sont abrogées et rassemblées dans la loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'État d'une partie des frais consentis par l'État pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation, sans que le contenu a été modifié.

Le projet de loi (n° 1742) est adopté à l'unanimité des 129 votants

2. - Projet de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue de l'agrément et du financement des équipes de soins palliatifs à domicile pour enfants, n° 1675/1.
 - Proposition de loi (Mmes Maya Detiège, Katia della Faille de Leverghem et Mia De Schamphelaere, M. Yvan Mayeur et Mme Marie-Martine Schyns) modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les équipes de soins palliatifs pédiatriques à domicile, n° 1466/1.

Le projet de loi (n° 1675) est adopté à l'unanimité des 128 votants

3. Projet de loi portant approbation des Résolutions 63-2 et 63-3 du Conseil des gouverneurs du Fonds Monétaire International et relatif à l'amendement des statuts du Fonds Monétaire International, n°s 1772/1 et 2.

Le projet de loi (n° 1772) est adopté par 105 voix contre 12 et 12 abstentions

4. Projet de loi de relance économique, n°s 1788/1 à 13.
 - Proposition de loi (M. Alain Mathot, Mme Dalila Douifi, MM. Guy Coëme et Yvan Mayeur, Mmes Colette Burgeon et Karine Lalieux) visant à appliquer un taux réduit de 6% de TVA sur la fourniture domestique de gaz et d'électricité, n°s 399/1 et 2.
 - Proposition de résolution (MM. Yvan Mayeur, Guy Coëme et Alain Mathot, Mmes Karine Lalieux et Colette Burgeon) visant à informer préalablement la Commission européenne de l'application d'un taux de TVA de 6% sur la fourniture domestique de gaz et d'électricité, n°s 416/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Dirk Van der Maelen et Mme Maya Detiège) modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la mise à disposition d'une bicyclette de société, n°s 499/1 à 4.
 - Proposition de loi (MM. Pierre-Yves Jeholet, François-Xavier de Donnea, Bart Tommelein et Luk Van Biesen) complétant l'article 176(2) du Code des droits et taxes divers en vue d'exonérer de la taxe sur les contrats d'assurance les primes des contrats d'assurance-crédit à l'exportation, nos 533/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Maxime Prévot, Mmes Véronique Salvi et Brigitte Wiaux et M. Christian Brotcorne) complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de prévoir une réduction d'impôt sur plusieurs exercices pour les dépenses d'investissements réalisées en vue d'économiser l'énergie dans les habitations, n°s 637/1 à 3.
 - Proposition de loi (M. Dirk Van der Maelen, Mme Dalila Douifi et M. Peter Vanvelthoven) octroyant une réduction pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie, n°s 675/1 à 3.



- Proposition de loi (MM. Bruno Valkeniers et Bart Laeremans, Mme Barbara Pas et MM. Peter Logghe, Bruno Stevenheydens et Hagen Goyvaerts) modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA applicable au gaz naturel et à l'électricité, n°s 752/1 et 2.
- Proposition de loi (Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Stefaan Van Hecke, Mme Tinne Van der Straeten, M. Georges Gilkinet, Mmes Meyrem Almaci et Muriel Gerkens et MM. Fouad Lahssaini, Philippe Henry et Wouter De Vriendt) transformant la réduction d'impôt pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie en crédit d'impôt, n°s 1071/1 et 2.
- Proposition de loi (MM. Dirk Van der Maelen et Peter Vanvelthoven) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les intérêts moratoires en matière de précompte professionnel, n°s 1072/1 et 2.
- Proposition de loi (MM. Koen Bultinck, Jan Mortelmans, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts et Peter Logghe et Mmes Barbara Pas, Rita De Bont et Linda Vissers) modifiant l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, en ce qui concerne la diminution des taux relatifs à la construction et à la livraison d'habitations privées, n°s 1098/1 et 2.
- Proposition de loi (Mmes Meyrem Almaci et Thérèse Snoy et d'Oppuers) visant à encourager fiscalement l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail, n°s 1130/1 à 4.
- Proposition de loi (MM. Hans Bonte et David Geerts, Mme Meryame Kitir et M. Dirk Van der Maelen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concernent l'exonération fiscale de l'indemnité de marche et de bicyclette, nos 1555/1 et 2.

Le projet de loi (n° 1788) est adopté par 80 voix et 49 abstentions

QUESTIONS ORALES

Fortis

Questions jointes de :

- M. Gerolf Annemans (VB) (n° P0860)
- M. Robert Van de Velde (LDD) au vice-premier ministre et ministre des finances et des Réformes institutionnelles (n° P0861)

ECOFIN

Question de :

Mme Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0862)



L'égalité salariale hommes/femmes

Questions jointes de :

- Mme Zoé Genot (Ecolo-Groen!) (n° P0872)
- Mme Colette Burgeon (PS) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances (n° P0873)

La simplification des plans d'embauche

Questions jointes de :

- Mme Sarah Smeyers (N-VA) (n° P0875)
- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P0874)
- M. Pierre-Yves Jeholet (MR) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances (n° P0876)

La reconstruction de Gaza

Questions jointes de :

- M. Xavier Baeselen (MR) (n° P0863)
- Mme Juliette Boulet (Ecolo-Groen!) (n° P0864)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P0865)
- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) (n° P0866)
- Mme Hilde Vautmans (Open Vld) (n° P0867)
- M. Patrick Moriau (PS) au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères (n° P0868)

Les arrêts MPR cassés par la Cour de cassation

Question de :

Mme Sabien Lahaye-Batteu (Open Vld) au ministre de la Justice (n° P0877)

Les incidents survenus au Palais de Justice de Bruxelles

Question de :

M. Xavier Baeselen (MR) au ministre de la Justice (n° P0878)



Le rapport annuel du Comité P

Questions jointes de :

- M. Ben Weyts (N-VA) (n° P0882)
- M. Michel Doomst (CD&V) au ministre de l'Intérieur (n° P0883)

Les voitures appâts utilisées par les policiers

Question de :

Mme Clotilde Nyssens (cdH) au ministre de l'Intérieur (n° P0884)

L'utilisation d'avions militaires à des fins privées par la Maison royale

Question de :

M. Bruno Stevenheydens (VB) au ministre de la Défense (n° P0880)

Le statut de livreur de courrier

Questions jointes de :

- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P0869)
- Mme Ine Somers (Open Vld) (n° P0870)
- M. Roel Deseyn (CD&V) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P0871)

L'initiative d'un président de CPAS visant à obliger les bénéficiaires de l'aide sociale à se présenter à une bourse pour l'emploi

Question de :

M. Hans Bonte (sp.a) à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes (n° P0879)

Fortis

Questions jointes de :

- M. Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen!) (n° P0857)
- M. Christian Brotcorne (cdH) au premier ministre (n° P0858)



Le bilan des travaux du groupe de travail BHV

Question de :

M. Ben Weyts (N-VA) au premier ministre (n° P0859)

Le sauvetage d'Opel

Question de :

M. Jan Peeters (sp.a) au premier ministre (n° P0881)

COMMUNICATION

Par lettre du 2 mars 2009, M. Luc Sevenhans communique au président de la Chambre qu'il siègera comme indépendant.

VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Philippe Henry (Ecolo-Groen!) au ministre du Climat et de l'Energie sur « les suites données à l'incident nucléaire de l'IRE à Fleurus » (n° 273)
(développées en réunion publique de la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 17 février 2009)



Deux motions ont été déposées (MOT 52 237/001)

- une motion de recommandation par Philippe Henry (Ecolo-Groen!) et Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par Karine Lalieux (PS), Jean-Luc Crucke (MR) et Willem-Frederik Schiltz (Open Vld)

La motion pure et simple est adoptée par 74 voix contre 48

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Ben Weyts (N-VA) au ministre de l'Intérieur sur « les déclarations de la Commission européenne concernant le boycott des prochaines élections européennes par un certain nombre de bourgmestres flamands » (n° 277)
(développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 18 février 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 277/001)

- une motion de recommandation par Ben Weyts (N-VA)
- une motion pure et simple par Josy Arens (cdH), Xavier Baeselen (MR) et André Frédéric (PS)

La motion pure et simple est adoptée par 79 voix contre 49 et 1 abstention

3. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Jan Jambon (N-VA) au premier ministre sur « le coup d'arrêt au dialogue communautaire » (n° 286)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) au premier ministre sur « le coup d'arrêt donné au dialogue communautaire par le ministre-président flamand, Kris Peeters » (n° 287)
- M. Gerolf Annemans (VB) au premier ministre sur « le coup d'arrêt donné au dialogue communautaire par le ministre président flamand, M. Peeters » (n° 288)
(développées en séance plénière du 19 février 2009)

Quatre motions ont été déposées (MOT 52 286/001)

- une motion de méfiance par Gerolf Annemans (VB) et Bruno Valkeniers (VB)
- une motion de méfiance par Jan Jambon (N-VA)
- une motion de méfiance par Jean Marie Dedecker (LDD)
- une motion pure et simple par Christian Brotcorne (cdH), Guy Coëme (PS), Pierre-Yves Jeholet (MR), Luk Van Biesen (Open Vld) et Servais Verherstraeten (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 80 voix contre 49 et 1 abstention





RELATIONS PUBLIQUES

VENDREDI 13 FÉVRIER 2009

FORUM DES JEUNES POUR L'EAU AU PARLEMENT FÉDÉRAL

Le 13 février 2009, l'ONG PROTOS ainsi que l'asbl GREEN ont organisé le 2^e « Forum des jeunes pour l'eau » au Parlement fédéral. Cet événement a rassemblé des élèves de l'enseignement secondaire des trois communautés linguistiques ainsi que des personnalités publiques, des scientifiques, des représentants d'ONG, etc.

Ce forum a été organisé à l'occasion du 5^{ème} Forum mondial sur l'eau qui aura lieu du 16 au 22 mars à Istanbul. Il avait pour but de sensibiliser les jeunes au problème de l'eau et d'engager un dialogue avec les politiciens.

Durant la matinée, les jeunes ont été répartis en 9 groupes de travail ou ateliers dans lesquels ont été abordés les thèmes suivants :

1. les exclus de l'eau
2. l'eau, la pauvreté et la famine
3. l'eau, un droit pour tous
4. le rôle de l'éducation au développement
5. la gestion et le financement durable du secteur de l'eau
6. l'eau, la pauvreté et la famine
7. le droit à l'eau
8. la formation mondiale
9. le financement durable et solidaire.

Chaque groupe de travail a formulé des propositions qui ont alors été discutées en « séance plénière » avec des députés, des sénateurs et des scientifiques.





RELATIONS INTERNATIONALES

BRUXELLES, LES 16 ET 17 FÉVRIER 2009

RENCONTRE PARLEMENTAIRE – PARLEMENT EUROPÉEN – PARLEMENTS NATIONAUX

**« UN NEW DEAL POUR LA REPRISE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE »
PARLEMENT EUROPÉEN**

Les députés européens et les représentants des parlements nationaux des 27 États membres de l'Union européenne et des pays candidats, ont participé le lundi 16 et le mardi 17 février 2009, à une rencontre interparlementaire organisée par le Parlement européen et la présidence tchèque de l'UE sur le thème « Un New Deal pour la reprise économique européenne ».

M. Stefaan Vercaemer (député – CD&V) y représenta la Chambre des représentants.

Après la séance plénière du lundi 16 février 2009, au cours de laquelle les participants ont notamment entendu le président de la BCE (Banque Centrale Européenne), M. Jean-Claude Trichet, ainsi que le commissaire aux affaires économiques et monétaires, M. Joachim Almunia, députés européens et représentants des parlements nationaux ont poursuivi leurs travaux au sein de trois groupes de réflexion thématique portant sur la compétitivité, les enjeux sociaux et le développement durable. Lors de la séance plénière du mardi 17 février, les participants ont pris connaissance des conclusions des trois groupes de travail.

Le premier groupe de travail était consacré à la promotion des investissements, l'esprit d'entreprise et les PME. Son rapporteur, M. José Manuel García-Margallo, membre du Parlement européen, a mis en exergue la gravité de la situation économique : l'année 2009 sera une mauvaise année pour l'Union européenne. De plus, les prévisions de la Commission européenne annoncent une sombre année 2010. Le scénario économique est, en outre, différent de ceux que l'on a connus dans le passé dans la mesure où le secteur public y est davantage impliqué à l'heure actuelle.

Résoudre la crise financière constitue la condition sine qua non si l'on souhaite résoudre la crise économique. Dans ce contexte, il est important de comprendre les facteurs sous-jacents à la crise économique qui s'annonçait depuis un certain temps déjà (par exemple, les déséquilibres globaux et la situation des liquidités disponibles sur les marchés, les politiques d'endettement et d'effets de levier, l'absence de régulation des marchés).

Au niveau européen, le Plan de relance de la Commission européenne, qui rassemble les plans nationaux, constitue une force unificatrice. Les États membres disposent de la liberté d'opter pour les mesures qui leur conviennent le mieux.



L'économie européenne a besoin d'être compétitive. Dans cette perspective, il ne s'agit pas uniquement d'agir sur les prix mais aussi de trouver de nouveaux moyens d'augmenter la productivité. A cet égard, la question du développement et de la consommation durables, tenant compte de l'efficacité énergétique et de la lutte contre le changement climatique, joue également un rôle important dans les stratégies visant à augmenter la productivité.

Un des points centraux du débat a porté sur la nécessité d'éviter qu'une tendance protectionniste n'émerge à nouveau pendant la période de crise tant sur le marché intérieur qu'à l'échelle mondiale. Les exportations jouent un rôle majeur dans la plupart des économies européennes. Par conséquent, le soutien des exportations doit être un objectif majeur.

En ce qui concerne la crise financière, les parlementaires ont déploré certaines lacunes dans le processus de surveillance et de réforme des marchés financiers. L'autorégulation n'a manifestement pas fonctionné. À l'heure actuelle, il s'avère nécessaire d'établir de nouvelles règles qui s'appliqueront au système financier sur la base de principes faciles à suivre. L'Europe doit envoyer un message suffisamment fort afin de soutenir des marchés de capitaux mieux régulés lors de la prochaine réunion du G20 à Londres en 2 avril 2009. En fin de compte, la confiance dans les marchés financiers doit être restaurée.

L'inquiétude à l'égard de la situation particulièrement difficile des PME, qui constituent l'ossature de l'économie européenne, était également au centre des contributions des parlementaires nationaux. Le problème qui se pose dans l'immédiat aux PME prises dans les tourments de la crise actuelle, se situe dans l'accès aux crédits. De plus, les PME font face, à de nombreux niveaux, aux problèmes engendrés par une bureaucratie galopante.

Garantir les emprunts constituerait une mesure efficace afin de soutenir les PME. De plus, les investissements dans la recherche et le développement devraient pouvoir bénéficier d'une exonération fiscale.

Les parlementaires ont rappelé que le concept d'économie sociale de marché constitue l'une des marques de fabrique de l'Europe. Les citoyens doivent rester au centre des politiques menées. Leur avenir dépendra de leur esprit d'entreprise, domaine dans lequel enseignement et formation jouent un rôle très important.

L'idée d'une désindustrialisation totale au bénéfice d'une évolution vers une société de services articulée autour des centres financiers est manifestement illusoire.

L'Europe a besoin de secteurs innovants et productifs au sein d'une économie réelle basée sur une structure largement fondée sur les PME.

Au nom du deuxième groupe de travail sur la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté et la liberté de circulation, le rapporteur, M. Lubomir Zaorálek, vice-président de la Chambre des députés tchèques, a souligné que la crise actuelle ne pourra être résolue que si l'Europe se montre forte et unie. Dans ce contexte, la ratification rapide du Traité de Lisbonne s'impose. De nombreux participants partagent le point de vue selon lequel la mise en œuvre cohérente de la Stratégie de Lisbonne est nécessaire. Il s'avère évident que les pays membres qui sont parvenus à atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie de Lisbonne se trouvent actuellement en meilleure position que les autres, face à la crise qui a mis en exergue la nécessité de s'adapter et d'innover.



Nombre de participants ont fait appel à la solidarité entre les États membres ainsi qu'avec les citoyens européens les plus exposés à la crise. Étant donné que la crise tend à augmenter les inégalités et à frapper d'abord les citoyens les plus vulnérables au sein de la société, à savoir les jeunes, les personnes âgées ainsi que les ménages à revenus modestes, la première préoccupation de l'Union européenne doit être d'en adoucir l'impact sur ces populations.

Au cours du débat, les participants ont insisté sur la nécessité de s'attaquer en priorité aux conséquences de la crise sur le plan social. À cet effet, les députés ont souligné le besoin impératif de pouvoir disposer de toutes les possibilités offertes par le Fond européen pour la Mondialisation et par le Fond social européen.

Il incombe à l'Union européenne de trouver une parade à la crise en se basant sur les 4 principes suivants :

- se concentrer sur la situation des citoyens les plus vulnérables,
- anticiper l'évolution du marché du travail et adapter les compétences des travailleurs,
- réorganiser, remodeler et faire un usage plus intense des instruments financiers,
- procéder à des innovations en matière sociale.

Les participants estiment que le protectionnisme ne constitue pas une solution parce qu'il ne favorisera pas la création de nouveaux emplois. C'est la raison pour laquelle il convient d'évoluer dans le cadre du marché intérieur. Il fut d'ailleurs souligné que le protectionnisme pourrait engendrer une tension sociale qui susciterait certains sentiments nationalistes, extrémistes et xénophobes.

Cette crise est à la fois une crise sociale, une crise de confiance et une crise des valeurs qui constituent le fondement de notre société. Par conséquent, il est essentiel de garder présent à l'esprit le fait que l'être humain doit être placé au centre de toutes les attentions et de toutes les politiques. Les politiques mises en œuvre doivent être dignes de confiance et transparentes. La façon dont l'Union européenne gèrera cette crise définira non seulement le rôle qu'elle jouera dans le monde de demain mais également sa signification et son importance dans la vie des citoyens européens.

Madame Carina Adolfsen Elgestam, membre du Riksdag suédois, rapporteuse pour le 3^e groupe de travail sur le développement économique et les défis climatiques, a souligné qu'il ne sera peut-être pas facile d'atteindre les objectifs fixés sur le plan climatique. De nombreux participants ont demandé davantage d'investissements dans ce domaine. L'UE doit démontrer aux États-Unis qu'elle souhaite conserver son rôle de leader dans la lutte contre le changement climatique.

L'indépendance énergétique devrait être une priorité nationale dans chaque État membre de l'Union européenne et ce, de façon individuelle, étant donné que chaque État membre a ses propres spécificités.

L'Europe doit également conserver sa position de leader dans le domaine des technologies climatiques. Dans cette perspective, la recherche et le développement dans le secteur des technologies climatiques doivent être accrus, non seulement pour rencontrer les objectifs fixés par la Stratégie de Lisbonne mais également pour le climat lui-même.



De nombreux parlementaires en appellent à une amélioration de la coopération entre l'UE et l'administration Obama aux Etats-Unis étant donné les opportunités que celle-ci recèle. C'est pourquoi, la réunion de Copenhague (suite de la Conférence de Poznan) en décembre 2009, doit réussir à cet égard car il n'y a que peu d'alternatives.

La question essentielle est de savoir comment l'on pourra maintenir les niveaux de vie actuels et assurer le développement durable. Il est évident que la technologie devra jouer un rôle important dans la réponse apportée à cette question, ce qui ne manquera pas d'être coûteux.

Alors que les participants semblent refuser tout protectionnisme, le consensus est plus fragile quant à sa définition.

La nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre a fait l'objet d'un consensus général. Le lien étroit qui existe entre les émissions de gaz à effet de serre, la sécurité énergétique et l'efficacité énergétique a été mis en exergue.

Un large consensus fut également atteint sur la nécessité d'augmenter les investissements destinés à interconnecter les réseaux électriques à travers toute l'Europe. Il s'agit d'un moyen d'aboutir à une plus grande sécurité énergétique et d'augmenter la solidarité en matière de partage de l'énergie renouvelable.

Plusieurs orateurs ont également accueilli favorablement les initiatives prises par certains États membres en vue de réduire les besoins énergétiques en investissant, par exemple, dans la rénovation de bâtiments publics.

Nombre d'intervenants ont appelé l'Union européenne et les États membres à ne pas réduire les investissements dans les énergies renouvelables, la recherche ainsi que les énergies alternatives.

Après les conclusions des trois groupes de travail, les participants ont entendu M. Mirek Topolánek, premier ministre tchèque et président en exercice du Conseil. Le premier ministre a fait observer que l'Europe est menacée par le protectionnisme, la tentation de jouer cavalier seul et le mercantilisme. Il faut se mettre d'accord sur une approche européenne commune qui garantisse la libre circulation ainsi que le respect du marché intérieur.

Deux sommets informels sont prévus afin que les États membres puissent se coordonner sur les questions économiques (1^{er} mars 2009) et sur les questions relatives à l'emploi et aux Affaires sociales (en mai 2009).

Il est également important d'en revenir le plus rapidement possible au Pacte de croissance et de stabilité dès que la situation le permettra.

Le Sommet qui aura lieu en mai 2009, n'a pas été convoqué pour résoudre la question du chômage mais afin d'examiner la pertinence des mesures déjà adoptées, telles que les incitations fiscales.

Il est évident que la croissance économique garantit le succès d'une série d'autres politiques, songeons aux politiques en matière d'éducation, de sécurité, d'environnement, etc.

En guise de conclusion, le premier ministre tchèque a fait observer que les mesures prises par l'Union européenne et ses États membres doivent inspirer confiance dans l'économie européenne. La confiance est un facteur déterminant dans la crise actuelle.



M. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a rappelé la nécessité de coordonner une approche européenne commune en vue du Sommet du G20 à Londres. Cette coordination aura lieu le 22 février 2009 en Allemagne, à l'invitation de la chancelière Angela Merkel.

Le président Barroso partage le sentiment d'impatience des participants et s'est dit conscient du fait que la situation peut encore empirer tant au sein de l'Union européenne qu'aux Etats-Unis et dans les marchés émergents. L'Europe est confrontée à la première crise financière de l'ère de la mondialisation. La demande globale et le niveau de confiance des consommateurs sont affectés.

Il ne faut pas perdre de vue que l'Europe se compose de 27 États différents. Dans ce contexte, force est de constater qu'elle a, dès lors, plutôt bien réagi. La comparaison avec les Etats-Unis, qui ne constituent qu'un seul pays, n'est pas pertinente.

De plus, l'UE a pris des mesures avant les Etats-Unis. M. Barroso cite le Plan de relance de la Commission européenne de novembre 2008. En outre, il n'est pas facile de mettre sur pied un Programme commun pour 27 États membres qui connaissent une situation différente : certains sont en récession, d'autres bénéficient encore d'une croissance de leur économie. De plus certains États membres font partie de la Zone euro, d'autres pas. Cette diversité rend la réponse européenne plus difficile à élaborer.

En guise de conclusion, le président de la Commission européenne a fait remarquer qu'il convient à présent de se concentrer sur les mesures prises. Pour que l'Europe ne soit pas perdante, il faut se garder de diviser le marché intérieur et investir dans les secteurs d'avenir. L'énergie verte ainsi que la lutte contre le changement climatique représentent un marché important dans lequel l'UE devra investir.

Le budget européen représente quelque 1% du revenu national brut (RNB) de l'Union.

De nombreux pays qui font partie du « club du 1% » n'ont jamais voulu augmenter ce pourcentage, mais n'hésitent pas, à présent, à réclamer davantage d'argent à l'Union européenne !

Face à la crise, le président de la Commission, citant Jean Monnet, s'est dit « ni pessimiste, ni optimiste, mais déterminé ».

PRAGUE, LE 23 FÉVRIER 2009

« SYSTÈME DE SAUVETAGE INTÉGRÉ, IMMIGRATION LÉGALE ET ILLÉGALE À L'ÉGARD DE LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE »

M. Jan Peeters, deuxième vice-président de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique a assisté à cette réunion des présidents des commissions de l'Intérieur de l'Union européenne.

Après l'allocution d'ouverture prononcée par M. František Bublan, président de la Commission de sécurité de la Chambre des Députés du Parlement tchèque, la séance de la matinée a été consacrée au thème de l'immigration légale et illégale à l'égard de la sécurité environnementale.



M. František Bublan a souligné que ce thème s'appuie sur une étude menée à l'université de Prague. Quatre facteurs doivent être pris en considération :

- la dégradation de l'environnement. Cette dégradation comprend les changements climatiques. La désertification mène ainsi à une lutte pour l'eau. Le fait que l'accès à l'eau potable ne soit plus assuré, cause des flux migratoires venant de l'Afrique, flux qui sont déjà perceptibles ;
- le transfert des pouvoirs vers un modèle multipolaire. On assiste à une évolution non-occidentale de la mondialisation ;
- l'absence d'équilibre au niveau mondial. Ces clivages vont encore s'accroître et ce déséquilibre va créer une migration de masse non-contrôlée ;
- la multiplication des nouveaux acteurs sur le marché mondial (Chine, Inde ...).

M. Jiří Dienstbier, président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité du Sénat du Parlement tchèque, est ensuite intervenu. Si les forces de la nature sont souveraines, les activités humaines peuvent aussi la détruire. Les récents tremblements de terre en Chine ont montré que leur origine se trouvait pour partie dans la construction de barrages. En outre, l'évolution démographique a des exigences énormes face aux limites des ressources naturelles. Des efforts devraient dès lors être entrepris par l'Union européenne pour étudier ces menaces environnementales, les combattre et octroyer les moyens nécessaires. L'Europe se trouve en effet face à un défi humanitaire énorme. Elle a admis une certaine immigration car elle n'a plus voulu assumer elle-même certaines tâches. Ce sont surtout les enfants de ces émigrés qui ne sont pas ou sont mal intégrés qui risquent d'être les plus exposés à la crise économique actuelle.

M. Tomáš Crulich, membre de la Commission des affaires européennes du Sénat du Parlement tchèque, a ensuite entamé son exposé en attirant l'attention des participants sur le fait que la migration est actuellement plutôt perçue comme un phénomène négatif. Or, la migration est un besoin naturel de l'homme souhaitant une meilleure vie.

L'orateur a ensuite retracé l'historique de la migration en Tchéquie. Il n'a pas trouvé d'exemple dans cet historique de migration liée à l'environnement. Notons que 400.000 étrangers vivent en Tchéquie, issus principalement d'Ukraine, de Slovaquie et du Vietnam. Reprenant les statistiques éditées par l'ONU, il constate qu'au niveau mondial, la migration est surtout causée par les guerres (Afghanistan). Selon certaines études, en 2050, il y aurait 150 à 200 millions d'émigrés dans le monde.

Le dernier exposé de la matinée a été donné par M. Martin Linhart, directeur du département de la politique de sécurité du ministère de l'Intérieur de la République tchèque. Selon l'intervenant, l'aspect environnemental de la migration ne constitue que l'élément final de la migration. Il relève que la modification de l'environnement peut aussi avoir un effet inverse et empêcher la migration. En tout état de cause, les Etats doivent se préparer à ce type de migration et à des arrivées de migrants par vague. Le ministère de l'Intérieur tchèque est préparé à de telles crises. L'orateur considère que l'on se trouve devant une situation de crise lorsque le nombre de demandeurs dépasse la capacité de séjour dans les centres d'accueil. La Tchéquie a une capacité d'accueil dans les différents centres de 10.000 places. La durée du séjour dans ces centres est de sept jours d'hébergement. Des exercices de préparation de ces crises ont déjà été organisés, le dernier ayant eu lieu en 2003.



Un échange de vues a suivi les différents exposés. M. Jan Peeters est intervenu dans ce cadre pour souligner que la stabilité sociale et politique dans nos Etats dépend de celle qui règne dans le reste du monde. Comme cela a déjà été affirmé dans d'autres assemblées internationales, il échet notamment d'assurer le transfert des technologies, d'accorder des micro-crédits et de renforcer le rôle de la femme. Dans le contexte actuel de crise, il formule le vœu que les différentes présidences de l'Europe qui vont se succéder puissent renforcer ces différentes approches et assurer une meilleure coopération. Pour terminer, M. Peeters a abordé un aspect de la migration qui n'a pas été évoqué, celui de l'immigration interne au sein de l'Europe. Il formule le vœu que la présidence tchèque aborde également cette problématique.

La seconde séance de cette réunion a été consacrée au « système de sauvetage intégré ». M. Miloslav Vlček, président de la Chambre des Députés du Parlement tchèque a, tout d'abord, rappelé que la Tchéquie a connu en 1997 puis en 2002 de fortes inondations. Ces catastrophes ont démontré que trop peu d'attention avait été accordée à la prévention. Depuis 2007, plusieurs actions très concrètes ont été menées :

1. en partenariat avec le secteur privé, 7 millions de cartes plastifiées ont été distribuées à la population reprenant plusieurs numéros de téléphone d'urgence;
2. un site internet a été créé mentionnant les différents numéros de téléphone, les différentes sirènes d'alarme;
3. à la télévision, 500 spots publicitaires ont été diffusés sur les deux chaînes nationales;
4. des séminaires de formation ont été donnés aux responsables des communes notamment sur la communication avec les personnes handicapées en cas de catastrophe;
5. une sensibilisation des jeunes à porter secours a été faite dans les écoles. Des exercices d'évacuation ont été faits;
6. de petits livres ont été distribués reprenant différents conseils devant une situation d'urgence.

Depuis ces actions, 58 % de la population tchèque connaît le numéro d'urgence 112 contre 3 % seulement en Italie. L'avantage de ce numéro est qu'il intègre les différents services (ambulances, pompiers, police) et permet de localiser l'appel. Un court échange de vues a clôturé cet exposé.

La rencontre européenne s'est terminée par un exposé de M. Miroslav Stěpán, directeur général du Service national des sapeurs-pompiers de la République tchèque. En guise d'introduction, l'orateur a énuméré les différentes menaces à la sécurité, à savoir le terrorisme et le crime organisé, le manque de matières premières et de fournitures énergétiques (gaz, électricité, pétrole), les pannes des systèmes informatiques, les infections sanitaires, les catastrophes naturelles (sécheresse, ouragans, tornades), les incendies, les vagues d'immigration légale ou illégale, ...

Comment dès lors assurer la sécurité face à ces risques ? Trois niveaux doivent être envisagés :

- la prévention par la préparation des habitants (niveau le plus efficace et à propos duquel l'accent est principalement mis)
- la réaction (services de sécurité)
- la création des conditions pour reconstruire la région sinistrée (niveau le plus difficile).

Les normes applicables en Tchéquie sont les suivantes : la Constitution, la loi sur la sécurité de la République tchèque, la loi sur la défense de l'Etat, la loi sur la gestion de la crise, la loi sur le système de secours intégré et la loi sur les mesures économiques pour des situations de crise.





PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 52 1743/001 DU 20 JANVIER 2009
Rapport sur l'impact des institutions européennes sur Bruxelles

- 52 0008/002 DU 2 MARS 2009
Commissions et délégations aux assemblées internationales

Bulletins des questions et réponses :

- 52/045 DU 15 DÉCEMBRE 2008
Questions et réponses écrites

- 52/048 DU 9 FÉVRIER 2009
Questions et réponses écrites

- 52/049 DU 16 FÉVRIER 2009
Questions et réponses écrites – Partie 1

- 52/049 DU 16 FÉVRIER 2009
Questions et réponses écrites – Partie 2





CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le Parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres.

➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 6 MARS 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 6 mars 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

ÉCOCHÈQUES

Introduction des écochèques pour l'achat de produits et services écologiques.

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal (insérant un article 19quater dans l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs) qui institue le système des écochèques. Ce système d'écochèques cadre avec l'accord interprofessionnel 2009-2010 et le plan de relance. Il vise à stimuler le pouvoir d'achat et l'emploi et à renforcer la sensibilité aux problèmes environnementaux.

En 2009, l'employeur peut octroyer à chaque employé des écochèques pour un montant de 125 euros, destinés à l'achat de produits et de services écologiques. En 2010, le montant passera à 250 euros par employé. Les chèques représentent un avantage social et sont donc exempts de cotisations sociales.

Que peut-on acquérir avec des écochèques ?

- produits et services qui satisfont aux critères de réductions fiscales en vue d'économiser l'énergie ;
- produits et services subsidiés par les Régions dans le cadre de la politique en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie ;



- produits destinés à l'isolation des habitations ;
- ampoules économiques, lampes lumineuses et éclairage LED ;
- appareils électriques qui fonctionnent à l'énergie solaire ou à l'énergie manuelle ;
- douchette économique ;
- citerne de récupération d'eau de pluie ;
- papier 100 % recyclé ;
- fût de compostage ;
- achat et entretien de vélos ;
- titres de transport pour les transports en commun (sauf abonnements) ;
- ...

La liste complète est disponible dans la [convention collective de travail n°98](#).

BELGACOM

Nomination du président du Conseil d'administration de Belgacom.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques, le Conseil des ministres a décidé de renouveler le mandat de M. Theo Dilissen comme administrateur et président du Conseil d'administration de la société anonyme de droit public Belgacom, pour un terme de 6 ans à partir du 1^{er} mars 2009.

FINANCEMENT DU TERRORISME

Assentiment à la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme.

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme signée le 16 mai 2005.

L'adoption de cet avant-projet permettra la ratification par la Belgique de cette Convention. Cette dernière a pour objet de mettre à jour la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime de 1990 en la complétant et en la modifiant de façon à accroître l'efficacité de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Les innovations principales concernent :

- l'extension du champ d'application de la Convention au financement du terrorisme,
- l'instauration par les Etats parties de cellules de renseignement financier,
- l'insertion de dispositions relatives à la confiscation, aux techniques d'investigation en matière bancaire, à l'infraction de blanchiment d'argent via l'élargissement de la liste d'infractions sous-jacentes au blanchiment et la reconnaissance des décisions étrangères.

Afin de garantir une bonne mise en oeuvre de la Convention, un mécanisme de suivi indépendant est instauré.



TERRORISME NUCLÉAIRE

Assentiment à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, signée à New York le 14 septembre 2005.

L'adoption de cet avant-projet permettra la ratification par la Belgique de cette Convention. Celle-ci vise à compléter les instruments internationaux existant en matière de lutte contre les actes de terrorisme. Cette convention vient en effet s'ajouter aux douze autres conventions des Nations Unies déjà existantes contre le terrorisme ainsi qu'à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et à son Protocole d'amendement.

Son objectif est double. D'une part, la Convention renforce le cadre juridique international afin de combattre le terrorisme nucléaire en définissant les actes constitutifs d'un tel terrorisme et en imposant aux Etats Parties de transposer dans leur droit interne des incriminations précises pour réprimer lesdits actes. D'autre part, elle renforce la coopération internationale entre les Etats afin de prévenir le terrorisme nucléaire et de poursuivre et punir les auteurs.

ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES

Ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'élargissement de l'Union européenne.

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'avant-projet de loi portant assentiment aux accords conclus au titre de l'article XXI de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis concernant les ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République Tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne.

Signés le 26 juillet 2006, ces dix-sept accords sont la conséquence directe de l'élargissement de l'Union européenne. En effet, afin d'assurer que les nouveaux États membres de l'Union européenne soient également couverts par les limitations incluses dans la liste d'engagements spécifiques de la Communauté européenne pris sur la base de l'AGCS (dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce - OMC) et afin de garantir la cohérence avec l'acquis communautaire, il a été nécessaire de modifier et de retirer certains engagements spécifiques des Communautés européennes et des nouveaux États membres. Le retrait et la modification de ces engagements a nécessité la négociation de compensations avec les autres membres de l'OMC. L'avant-projet de loi porte assentiment tant des modifications des engagements que des compensations et permettra ainsi à l'Union européenne de se doter d'une liste consolidée d'engagements dans le domaine des services au sein de l'OMC.



CONVENTION SUR L'AFFACTURAGE INTERNATIONAL

Approbation de la Convention d'Unidroit.

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à la [Convention d'Unidroit](#) sur l'affacturage international (adoptée à Ottawa le 28 mai 1988). Cette convention donne une définition des activités d'affacturage, une technique qui est appliquée lors du financement de l'exportation. Il s'agit d'un certain nombre d'activités que l'entreprise d'affacturage reprend du fournisseur et qui concernent le domaine des créances.

En réglementant les caractéristiques essentielles de l'affacturage international, la convention contribue à simplifier l'application de la technique. La convention décrit les transactions appliquées, comme l'encaissement des créances ou la tenue des comptes, dans des termes plus larges de manière à ne pas freiner l'expansion des transactions. Les dispositions se limitent aux relations entre les trois parties directement intéressées, à savoir le fournisseur, le factor et le débiteur. La convention reprend par ailleurs des dispositions relatives, entre autres, au champ d'application géographique et aux droits et obligations des parties. La situation du débiteur après la cession des créances est également abordée.

Puisqu'il s'agit d'un instrument de droit privé, les aspects comptables et fiscaux, qui ont une importance considérable dans la réalité de cette opération, n'ont pas été traités.

SOINS DENTAIRES

Extension de la gratuité des soins dentaires de base pour les enfants jusqu'à 18 ans.

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui vise à étendre le nombre de jeunes pouvant bénéficier de la gratuité des soins dentaires de base. Cette mesure exécute une décision de l'Accord national dento-mutualiste 2009-2010.

La gratuité des soins dentaires conservateurs, qui est actuellement limitée aux enfants jusqu'à 15 ans, sera étendue aux jeunes jusque 18 ans accomplis.

Le projet a reçu un avis favorable du Comité de l'assurance du service des Soins de santé de l'INAMI.

Le Conseil des ministres a approuvé le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1986 portant exécution de l'article 53, alinéa 9, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

CALAMITÉS PUBLIQUES

Reconnaissance de certaines intempéries comme calamités publiques.

Sur proposition de M. Guido De Padt, ministre de l'Intérieur, le Conseil des ministres a approuvé une série de projets d'arrêtés royaux considérant certaines intempéries comme des calamités publiques et délimitant les étendues géographiques de celles-ci.

Il s'agit plus précisément des intempéries suivantes :

- la tempête survenue les 18 et 19 janvier 2007 sur la commune de Hélécinne (Brabant wallon) ;
- les pluies abondantes survenues les 19 et 20 juin 2007 sur la commune de Ledegem (Flandre occidentale) ;



- les pluies abondantes survenues les 23 et 24 juillet 2007 sur la commune de Jabbeke (Flandre occidentale) ;
- l'inondation survenue les 23 et 24 juillet 2007 sur la commune de Gistel (Flandre occidentale) ;
- la tornade survenue le 19 juin 2008 sur la commune de Clavier (Liège).

Désormais, certaines catastrophes naturelles sont indemnisées dans le cadre de l'assurance incendie. Depuis mars 2007, chaque police "incendie-risques simples" couvre les catastrophes naturelles suivantes : inondations, débordements et refoulements des égouts publics, tremblements de terre, glissements ou affaissements de terrain dus à un phénomène naturel.

Le Fonds des calamités n'intervient plus que lorsque les biens concernés ne sont pas assurés, suite à la situation financière de la victime (personnes ayant droit à un revenu d'intégration ou à une aide financière similaire), lorsque les biens sont en principe exclus d'une couverture d'assurance (les récoltes non rentrées, le bétail vivant en dehors du bâtiment, le sol, les cultures, la plantation d'arbres), lorsque les biens ne sont pas des risques simples (des biens, par exemple, qui dépassent un certain montant assuré) et lorsqu'il s'agit de biens du domaine public.





ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0290 Finances**

Interpellation de M. Jan JAMBON au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur « l'annulation par le Conseil d'Etat de la composition du comité de direction des Finances ».

➤ **0291 Intérieur**

Interpellation de M. Eric THIEBAUT au ministre de l'Intérieur sur « les insultes proférées par des supporters lors de rencontres footballistiques ».

➤ **0292 Santé publique**

Interpellation de Mme Muriel GERKENS à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « l'utilisation du tiers-payant en dentisterie ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET
COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).





AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

La présente annexe mentionne les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le Président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

Les documents parlementaires peuvent être obtenus auprès du service des Affaires générales, du comptoir des documents de la Chambre ou auprès des imprimeurs (voir dernière page du bulletin: « publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

➤ **DOC 52 1702/002 DU 25 FÉVRIER 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 45.816/AG du 3 février 2009 sur la proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne la propagande électorale.

➤ **DOC 52 1703/002 DU 25 FÉVRIER 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 45.817/AG du 3 février 2009 sur la proposition de loi spéciale modifiant les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne la propagande électorale dans les communes à facilités.





ASSEMBLÉES
PARLEMENTAIRES
INTERNATIONALES

DÉLEGATION BELGE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Textes adoptés par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
au cours de la 1^{ère} partie de la session 2009, Strasbourg, 26-30 janvier 2009

Recommandations

- 1854 L'accès aux droits des personnes handicapées et leur pleine et active participation dans la société
- 1855 La régulation des services de médias audiovisuels
- 1856 Les enquêtes sur les crimes qui auraient été commis par des hauts responsables sous le régime Koutchma en Ukraine – l'affaire Gongadze – un exemple emblématique
- 1857 Les conséquences humanitaires de la guerre entre la Géorgie et la Russie
- 1858 Les sociétés privées à vocation militaire ou sécuritaire et l'érosion du monopole étatique du recours à la force
- 1859 Attitude à l'égard des monuments commémoratifs faisant l'objet de différentes interprétations historiques dans les Etats membres du Conseil de l'Europe
- 1860 La démocratie électronique
- 1861 Féminicides
- 1862 Migrations et déplacements induits par les facteurs environnementaux – défi pour le XXI^e siècle.

Résolutions

- 1642 L'accès aux droits des personnes handicapées et leur pleine et active participation dans la société
- 1643 La mise en œuvre par l'Arménie des Résolutions 1609 (2008) et 1620 (2008) de l'Assemblée



- 1644 Coopération avec la Cour pénale internationale (CPI) et universalité de cette instance
- 1645 Les enquêtes sur les crimes qui auraient été commis par de hauts responsables sous le régime de Koutchma en Ukraine – l’affaire Gongadze – un exemple emblématique
- 1646 Nomination des candidats et élection des juges à la Cour européenne des droits de l’homme
- 1647 La mise en œuvre de la Résolution 1633 (2008) sur les conséquences de la guerre entre la Géorgie et la Russie
- 1648 Les conséquences humanitaires de la guerre entre la Géorgie et la Russie
- 1649 Les soins palliatifs : un modèle pour des politiques sanitaires et sociales novatrices
- 1650 Contestation pour des raisons formelles des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire d’Albanie
- 1651 Les conséquences de la crise financière mondiale
- 1652 Attitude à l’égard des monuments commémoratifs faisant l’objet de différentes interprétations historiques dans les Etats membres du Conseil de l’Europe
- 1653 La démocratie électronique
- 1654 Féminicides
- 1655 Migrations et déplacements induits par les facteurs environnementaux défi pour le XXIe siècle.

Les textes mentionnés et d’autres documents du Conseil de l’Europe peuvent être obtenus auprès du service des Affaires européennes et Relations interparlementaires du Sénat

Sonja Langenhaeck : 02/501.79.81
Secrétariat : 02/501.72.62
e-mail : sl@senate.be - lc@senate.be



ADDENDA





AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	-----	-----
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	-----	-----
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	-----	-----
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	-----	-----
Information parlementaire			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	-----	-----
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	-----	-----
Fiches "info" parlementaires			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	-----	-----
Parlementum Belgicum			
Livre de photographies	4,00	-----	-----
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pp. « Le Parlement » (iconographie) « Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene) Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie Brochure « Dessins satiriques »	5 2,50 30,00 2,50 2,00	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	-----	-----
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	-----	-----
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	-----	-----
Dépliants			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	-----	-----
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	-----	-----
BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE			
A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES			
NOM _____			
ADRESSE _____			
Veuillez verser le montant correspondant au compte n° 000-0019220-14 de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)			
<i>La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.</i>			

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	50,00 euro (2)	2,00 euro (3)	120,00 euro (2)	6,00 euro (3)
	20,00 euro	1,00 euro	60,00 euro	3,00 euro
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ▶ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ▶ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ▶ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 				
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	BELGIQUE 0,0744 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants» Paiement dès réception du décompte		